

# PME & REGIONS

en direct

## Nouvelles gammes Essilor à Dijon

**BOURGOGNE** — Essilor a inauguré hier une ligne de production de verres dans son usine de Dijon (330 salariés). En phase de test, l'équipement de 4,2 millions d'euros et d'une capacité de 900.000 verres par an, produira deux nouvelles gammes de verres pour la myopie et l'hypermétropie. Essilor Dijon fabrique 6 millions de verres par an.



## Pharmacie : Brothier investit 8 millions d'euros

**PAYS DE LA LOIRE** — Les laboratoires Brothier spécialisés dans les produits destinés à l'hémostasie (arrêt du saignement) et la cicatrisation vont investir 8 millions d'euros à Fontevraud (Maine-et-Loire), unique site de production de cette entreprise, basée à Nanterre (Hauts-de-Seine). Brothier réalisera une extension

de 2.000 mètres carrés et de nouvelles capacités de production. L'entreprise compte inaugurer ces nouvelles installations fin 2014. L'entreprise accompagne ainsi une croissance annuelle de 8 à 10 % qui la portera à 30 millions d'euros de chiffre d'affaires consolidé en 2012. Brothier est principalement connu pour ses marques Coalgan, pour les saignements de nez et petites blessures, ainsi qu'Algosteril et Forseal, utilisés en chirurgie.

# Les filières vertes fédèrent leurs PME

- Les fédérations professionnelles des écoentreprises revendiquent une hausse de 6,7 % de leurs effectifs.
- Le secteur très structuré autour des PME et des territoires cherche à accroître son influence.

## ENVIRONNEMENT

Matthieu Quiret  
mquiret@lesechos.fr

On peut être une filière en croissance qui recrute, ambitionner une place de « leader mondial » et peiner à exister. A l'occasion de leur forum national et de la publication d'un premier Livre blanc jeudi dernier, les entreprises de l'environnement ont joué l'unité devant 3 ministres (Redressement productif, Développement durable et Economie numérique). Très fragmentée autour de secteurs comme les déchets, l'eau, l'énergie, le bâtiment ou l'efficacité, l'association PeXe, qui fédère une quarantaine de réseaux d'écoentreprises et 5.000 entreprises, cherche en effet à rassembler ses entreprises. Jean-Claude Andréini, son président, prêche : « La filière représente quelques grands groupes mais surtout 12.000 PME et une cinquantaine d'ETI. Le secteur se structure autour des PME contrairement aux autres industries articulées autour de quelques grands donneurs d'ordre ». Une singularité qui s'expliquerait par la grande diversité et l'ancrage territorial du marché de ces entreprises : 100.000 clients, pour la moitié

public et l'autre privé. Selon le Livre blanc, 92 % de ce tissu économique sont constitués de PME. Néanmoins, les secteurs de l'eau et des déchets sont surreprésentés par les grands groupes : les PME y produisent respectivement 4,5 % et 11 % de leurs chiffres d'affaires. Le signe de secteurs plus mûrs.

Selon les derniers chiffres livrés par le ministère de l'Environnement la semaine dernière, la filière a connu en 2011 une hausse de l'emploi de 6,7 % et une croissance de 5 %. Il réalise aujourd'hui 70 milliards d'euros de chiffre d'affaires, soit 2 % du PIB. Jean-Claude Andréini rappelle que les éco-industries sont très implantées dans les territoires et correspondent à un emploi non délocalisable. Le cœur des écoactivités compte un demi-million d'emplois auquel il faut ajouter un autre million en intégrant les secteurs du bâtiment et des transports en pleine transition énergétique.

**L'exportation : une priorité**  
Pour le PeXe, les difficultés de certaines branches des énergies renouvelables masquent la bonne santé d'autres métiers comme le déchet, l'eau, mais aussi le conseil en ingénierie. Des activités plus jeunes connaissent une plus forte croissance. Celle de la dépollution des sols par

exemple a vu se développer 200 entreprises et 2.500 emplois grâce au doublement en dix ans des dépenses de réhabilitation des sites pollués. Autre branche en émergence, le génie écologique dont 66 % sont des TPE pour un tiers de PME. Voilà pourquoi la filière fait partie des 13 secteurs prioritaires identifiés par la conférence nationale de l'industrie l'an dernier pour relancer la croissance et l'emploi. Le gouvernement compte sur elle pour créer 100.000 emplois par an.

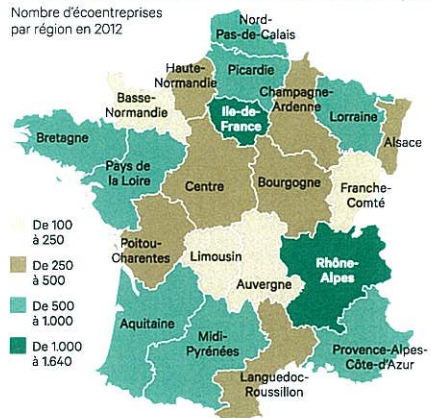
Le PeXe fait de l'exportation une priorité encouragée par le solide poste déjà enregistré. La marge de progrès est importante, seules 8 % des écoentreprises sont actives à l'international. L'organisation cherche par exemple à structurer une offre française sur la ville durable. Jean-Claude Andréini cite en exemple la démarche du club Ademe International dont les 130 entreprises ont vu leur chiffre d'affaires doubler.

Si le PeXe entend influencer les politiques publiques sur la formation, l'innovation ou le fléchage des crédits de la banque publique d'investissement, il reconnaît que les intérêts divergents des secteurs empêchent un lobbying commun, sur la taxe carbone par exemple qui profiterait à de nombreuses écoentreprises. ■

## La filière française des écoentreprises

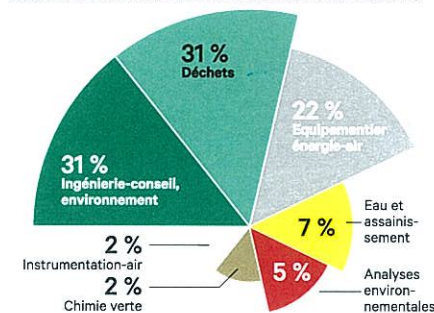
Fort densité en Ile-de-France et en Rhône-Alpes

Nombre d'écoentreprises par région en 2012



## Ingénierie-conseil et déchets, deux grands secteurs d'intervention des ETI

Secteurs d'activités des établissements de taille intermédiaires (ETI)



\* LES ÉCHOS / IDÉ / SOURCE : LIVRE BLANC DES ÉCOENTREPRISES

## Nicollin ouvre un nouveau centre de tri à Montpellier

L'installation de 5 millions d'euros valorise les déchets des entreprises.

Hubert Vialatte  
— Correspondant à Montpellier

Montpellier compte un nouveau centre de tri et de valorisation des encombrants, déchets de chantiers et emballages. Louis Nicollin, président du groupe éponyme de traitement des ordures ménagères, de propreté urbaine et de nettoyage industriel (4.500 salariés, chiffre d'affaires de 280 millions d'euros), a inauguré l'installation le mois dernier dans la zone Garosud.

Ce nouvel outil industriel, entièrement automatisé, a été réalisé après la destruction de l'ancienne installation dans un incendie, survenu fin 2011. L'investissement, qui a bénéficié du soutien de l'Ademe, s'élève à 5 millions d'euros.

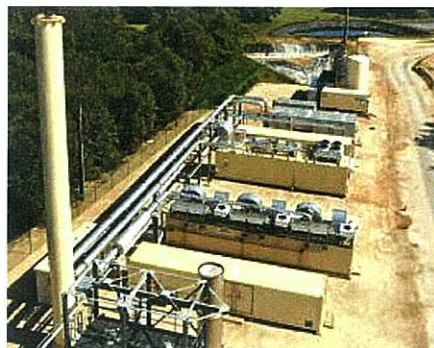
« Le taux de valorisation va passer de 40 % à 75 % »  
30 salariés travaillent sur ce site, dont la capacité annuelle est de 60.000 tonnes. Le site réceptionne les encombrants et les déchets des entreprises (grandes surfaces, artisans, commerçants) de la grande agglomération de Montpellier. « Ce centre de tri répond aux dernières technologies pour le recyclage des déchets », a précisé Xavier Moulin, directeur d'exploitation des centres de Montpellier et de Béziers. Le taux de valorisation des encombrants va ainsi passer de 40 % à 75 %. Les déchets non valorisés partent en décharge. ■

# Charier veut renforcer sa place dans le traitement des déchets industriels

Société de génie civil, constructeur de routes, producteur de granulats, le groupe familial poursuit sa diversification dans la valorisation des déchets industriels banals.

Emmanuel Guimard  
— Correspondant à Nantes

Société familiale plus que centenaire, Chariera fait de la valorisation des déchets industriels un axe de diversification. Ce groupe de 1.500 salariés, basé à Montoir-de-Bretagne (Loire-Atlantique), a mis en service, l'année dernière, une unité de valorisation des biogaz à La Vraie-Croix, dans le Morbihan. Cette usine, d'un coût de 5 millions d'euros, fournit 2 mégawatts d'électricité et d'eau chaude à l'usine voisine de nuggets de poulet. Sur l'exercice écoulé, Charier a également acquis Palardy, PME de Charente-Maritime spécialisée dans la déconstruction de bâtiment et le recyclage des matériaux issus de la démolition. « Cette entreprise nous apporte un vrai savoir-faire dans ce domaine que nous souhaitons développer », indique Paul Bazireau, manager venu d'Imerys assurer la direction du groupe, en attendant que s'installe la cinquième génération de la famille



L'unité de valorisation des biogaz à La Vraie-Croix, dans le Morbihan, mise en service l'année dernière. Photo Charier

Charier, la génération actuelle siégeant au conseil de surveillance.

**Un projet industriel complet**  
Mais le grand projet du groupe est l'installation d'un centre de déchets industriels banals (DIB) à Nort-sur-Erdre, au nord de Nantes. Le bassin industriel nantais est dépourvu d'un tel équipement et les déchets industriels doivent être évacués par camion, principalement vers les

installations de Sécché en Mayenne. Charier a acquis un domaine de 140 hectares pour stocker ces DIB. Sur cet « écosite », le groupe propose un projet industriel complet avec une production de biogaz qui servirait à la cuisson de l'argile (kaolin), extraite sur place, pour sa transformation en métakaolin, utilisé dans la production de mortier et de béton. Mais le dossier, qui mobiliserait 20 millions d'euros, nécessite

une révision du plan local d'urbanisme. Ces diversifications n'empêchent pas Charier, dont le chiffre d'affaires atteint 258 millions d'euros en 2012, d'assurer l'avenir sur ses métiers traditionnels. Ainsi, le groupe finalise un plan d'investissement de 25 millions d'euros sur ses sites d'extraction. Il en compte une douzaine au total. En 2013, les travaux les plus significatifs concernent la carrière de calcaire de Lire, dans le Maine-et-Loire. Une opération de 6 millions d'euros.

L'autre grand enjeu est le sable. Le groupe devra investir plusieurs millions d'euros dans le cadre des réaménagements du terminal sablier, sur le port de Nantes-Saint-Nazaire. Charier compte aussi obtenir cette année la concession pour le site d'extraction de sable marin de Cairnstrath, au large de Noirmoutier. Car l'autorisation du site actuel du Piller expire en 2018. Anticipant cette décision, qui relève de l'Etat, le groupe a investi 24 millions d'euros dans un nouveau champ d'extraction, le « Saint-Pierre ». Charier et les autres compagnies présentes sur le site extraient chaque année 2,3 millions de tonnes de sable, une ressource essentielle pour la filière maraîchère des bords de Loire et pour le bâtiment. ■

« Dans un marché de plus en plus compétitif, aucune place n'est acquise. La France voit d'ailleurs ses parts de marché à l'export baisser de manière continue depuis 2006. »

LE LIVRE BLANC DE L'ASSOCIATION DES ÉCOENTREPRISES DE FRANCE

## Les chiffres

# 452.000

EMPLOYÉS

Le cœur des écoactivités compte un demi-million d'emplois auquel il faut rajouter un autre million en intégrant le bâtiment et l'écomobilité.

**1 MILLIARD D'EUROS**  
L'excédent commercial du secteur réalisé grâce à 6 milliards de vente à l'export.

## L'emploi vert : ouvrier, masculin et pérenne

En Ile-de-France, le secteur emploie 26.300 personnes.

Les ouvriers sont deux à trois fois plus représentés dans l'économie verte que dans l'ensemble des emplois français. C'est la conclusion d'une étude que l'Insee vient de livrer sur la base des chiffres de 2009. A cette époque, les ouvriers qualifiés ou non représentaient 43 % des 26.300 emplois verts. On les retrouve nombreux dans le traitement des eaux usées et des déchets, deux filières qui présentent un tiers des effectifs de l'économie verte. Les domaines de l'énergie et de l'eau occupent une petite moitié des effectifs globaux et comptent surtout des emplois intermédiaires.

Autre singularité, les hommes occupent 84 % des postes contre 52 % des actifs plus largement. En revanche, la part des jeunes de moins de 30 ans (22 %) est similaire à celle d'autres secteurs. Enfin, la précarité de ces métiers est plus faible, les CDI et les temps pleins sont généralisés. ■



Mardi 2 avril 2013 - N° 171

## Sommaire

- **Bruxelles** ..... Page 2  
Chimie : réduction des redevances Reach
- **L'essentiel** ..... Page 2-3  
- Mobilité : l'autopartage s'installe en ville  
- ENR : nouvelles frayeurs sur le photovoltaïque
- **Appels à projets** ..... Page 3  
Énergie : chaleur renouvelable en Aquitaine
- **Brevets** ..... Page 4-5  
Air, bâtiment, bruit, eau, énergie, matériaux, recyclage, risques, transports
- **Technologies** ..... Page 4-5  
- Énergie : Le Cirad teste le syngas pour cuire des briques  
- Mobilité : du bois dont on fait des vélos électriques
- **Économie & finance** ..... Page 6  
- LED : start-ups cherchent place au soleil  
- Photovoltaïque : les industriels en souffrance
- **Éclairage** ..... Page 7  
CO<sub>2</sub> : les voitures à la diète
- **Carnet** ..... Page 8  
Ademe, Fedene
- **Interview** ..... Page 8  
Alain Kergoat, directeur de Toshiba Smart Community

## L'ÉVÈNEMENT

### Les éco-entreprises s'émancipent

Des rendez-vous d'affaires et vitrines de l'innovation pour bâtir des offres « ville durable » ou encore « génie écologique » à la française. Le 4 avril, le ministère de l'Économie et des Finances accueillera le 4<sup>e</sup> forum national des éco-entreprises. Objectif : « Unifier et faire exister la filière comme une réalité industrielle », ambitionne Jean-Claude Andreini, président de l'association Pexe. Organisatrice de l'événement, elle fédère des réseaux territoriaux d'éco-entreprises. « Depuis deux ans, la profession a gagné en visibilité », estime-t-il. Désormais, il s'agit d'asseoir sa légitimité dans le débat politico-économique. Pour y parvenir, le Pexe présentera un Livre blanc lors du forum à Bercy. Son message : les critères attendus pour développer une filière sont réunis. Le Pexe évalue le nombre d'éco-entreprises en France entre 10 000 et 12 000. Beaucoup de PME, mais « les grands groupes ont aussi entamé un énorme virage pour s'orienter vers ces métiers adaptés aux enjeux sociétaux et à la mutation économique », note Jean-Claude Andreini, par

ailleurs vice-président du Comité stratégique de filières éco-industries (Cosei). Le Livre blanc formule sept recommandations. Elles viennent compléter le travail en cours au Cosei, qui prépare quatre contrats de filières (eau, déchets, énergies renouvelables, efficacité énergétique). Outre un état des lieux, ces contrats de filière contiendront des propositions concrètes pour améliorer la compétitivité des entreprises concernées. En attendant leur parution (peut-être avant l'été), le Pexe appelle à structurer des réseaux d'éco-entreprises dans les territoires qui en manquent. Mais aussi à favoriser les achats éco-innovants dans la commande publique, à créer un incubateur d'éco-ETI, à faciliter les transferts de technologies dans les éco-PME et à accompagner le déploiement de clusters européens... Le Pexe se dit « très confiant » sur les engagements du gouvernement, notamment sur la Banque publique d'investissement. Reste à surveiller leur mise en œuvre... TB

[ecoentreprises-france.fr](http://ecoentreprises-france.fr)

## TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

### Les premières conclusions du débat

Le débat national sur la transition énergétique est à mi-route. Un groupe de travail vient d'être créé sur la compétitivité et l'emploi. Il rejoint ceux sur l'efficacité énergétique et la sobriété, les renouvelables, les scénarios, la gouvernance et le financement. « Un consensus se dégage pour dire que la question centrale porte sur la maîtrise de la demande en énergie », résume Laurence Tubiana, directrice de l'Iddri et membre du conseil de pilotage. Une trentaine de scénarios ont été étudiés. Premier constat : la France n'a pas d'outil pour disposer d'une vision complète des enjeux. Il pourrait donc être proposé d'en créer un. Deuxième leçon, « quatre familles de trajectoire ont été définies », explique Michel Colombier, directeur scientifique de l'Iddri et membre du comité d'experts. Par scepticisme sur les possibilités de la maîtriser, la première table sur une stabilisation de la demande. Deux autres sont volontaristes, l'une sans a priori, l'autre en cherchant une voie sans nucléaire, voire sans ressources fossiles. La dernière concerne des trajectoires médianes (scénario RTE, DGEC). À défaut d'objectifs chiffrés, le gouvernement pourrait être invité à choisir l'une de ces perspectives. TB

## LE CHIFFRE

# 137

Le chiffre d'affaires généré dans l'Union européenne par les énergies renouvelables a atteint 137 milliards d'euros en 2011 (EurObserv'ER).

## CARBURANTS ALTERNATIFS

### Scania demande l'homologation de l'ED95

Après deux ans de test du carburant ED95 – composé à 95 % d'éthanol issu de marc de raisin – Scania a demandé son homologation auprès de la direction générale de l'énergie et du climat (DGEC). « Plusieurs bus roulant à l'ED95 ont été testés par Transdev à Saint-Quentin, Reims et Angers, ainsi que sur des camions par Staf en Ile-de-France. Mais l'autorisation temporaire de la DGEC expire fin 2013 », retrace Gilles Baustert, directeur marketing chez Scania France. Ce carburant est déjà autorisé dans plusieurs pays (Suède, Finlande, Espagne, Allemagne notamment), parfois depuis 30 ans. Scania a réalisé une analyse du cycle de vie comparative avec le gazole. Résultat : une réduction de 85 % des gaz à effet de serre. « Ce carburant est intéressant pour les flottes captives, pour les transports urbains de personnes ou de marchandises », précise Gilles Baustert. Scania, qui fabrique les moteurs adaptés à ce carburant à Angers, estime le marché à 300 bus et 500 camions. Reste un obstacle : le coût. La consommation est 60 % supérieure à celle d'un moteur Diesel, et la fiscalité (identique au gazole) rend ce carburant non compétitif. Même si la stabilité des prix est un atout. [scania.fr](http://scania.fr)

## INNOVATION

### Quatre éco-entreprises récompensées

Lors du Forum national des éco-entreprises, 4 PME ont été récompensées parmi 78 candidates, après évaluation par des jurys composés de donneurs d'ordres. Ce trophée de l'éco-entreprise innovante a été remis par le réseau PeXe, en partenariat avec *Environnement Magazine Cleantech*, et en présence de la ministre de l'Écologie Delphine Batho. Dans la catégorie « gestion de l'eau et génie écologique », Apilab a été primé pour sa solution de bio-surveillance des milieux avec des abeilles (voir EMC n° 88). Dans la catégorie « déchets », c'est Ennesys, pour son procédé de production d'énergie par des micro-algues à partir d'eaux usées et de déchets alimentaires (voir EMC n° 98 et n° 99). Côté « énergies renouvelables », la récompense est revenue à Énergie Solaire & Services pour sa borne photovoltaïque autonome. Enfin, dans la catégorie « efficacité énergétique », le lauréat a été Alpha Mos pour sa solution d'analyse et de mesure (voir EMC n° 112).

## MANAGEMENT

### Formule Magique 1<sup>er</sup> certifié Iso 20121

Formule Magique est la première agence événementielle française certifiée Iso 20121, la norme « Système de management responsable appliquée à l'activité événementielle ». L'agence normande de quatre personnes a été créée en 1987. Elle est spécialisée sur l'organisation d'événements, congrès et colloques. Elle espère des retombées, en particulier des organisateurs d'événements en lien avec l'environnement et l'énergie. « En général, nous n'avons pas de mal à convaincre nos interlocuteurs de l'intérêt d'une manifestation éco-responsable, mais à condition qu'il n'y ait pas de surcoût », reconnaît Thierry Nerrembourg, son dirigeant. [formulemagique.com](http://formulemagique.com)

## EN BREF .....

■ **EDF a choisi de réunir sous la seule marque** « EDF Entreprises » ses clients professionnels, PME, Grandes Entreprises et Grands Comptes. [entreprises.edf.com](http://entreprises.edf.com)

■ **L'établissement public d'aménagement Epamarne** lance à Chanteloup-en-Brie (77) une opération pilote de 35 maisons labellisées Passiv Haus avec Bouygues Immobilier, le cabinet d'architectes AW<sup>2</sup>,

un paysagiste, les bureaux d'études Tribu, Pouget Consultants et VRD InfraServices, et le spécialiste de la construction bois Ossabois. [epa-marnelavallee.fr](http://epa-marnelavallee.fr)

■ **Le groupe HSBC a publié un rapport** sur le changement climatique : « Peak Planet ». Il analyse les répercussions des changements climatiques en termes de stratégie pour les investisseurs, et pour HSBC en particulier. [hsbcnet.com](http://hsbcnet.com)

## Appels à projets

### TRANSPORTS

#### Mobilité durable en Limousin

Pour inciter les collectivités, les entreprises et les associations limousines à innover en matière de déplacements des personnes et des marchandises, le conseil régional du Limousin lance un appel à projets dédié à la mobilité durable. L'appui est réparti sur deux volets, à travers des aides à la décision et des aides aux investissements. Date limite de candidature : 30 avril.

[limousin.ademe.fr](http://limousin.ademe.fr)

### GRANDE DISTRIBUTION

#### La Bretagne veut donner l'exemple

L'Ademe Bretagne lance un appel à expérimentation, destiné aux grandes et moyennes surfaces à dominante alimentaire bretonnes, pour inventer le magasin de demain. Elle vise des projets en faveur de la protection de l'environnement permettant de dépasser les normes ou réglementations en vigueur, ou d'augmenter la protection de l'environnement en l'absence de normes et réglementations. Date limite de candidature : 30 avril.

[ademe.fr](http://ademe.fr)

### CARBURANTS

#### Siloxanes dans le biométhane

Le Comité européen de normalisation (CEN) lance un appel à projets pour la réalisation d'une étude d'impact des siloxanes sur les moteurs automobiles à combustion. Les résultats de cette étude contribueront à la définition de la teneur maximale en siloxanes dans le biométhane dans le cadre des travaux du CEN/TC 408. Date limite de candidature : 23 avril.

[afnor.org](http://afnor.org)

### RISQUES SANITAIRES

#### Santé environnement en Nord-Pas-de-Calais

La région Nord-Pas-de-Calais lance un appel à projets de recherche en santé-environnement. Il vise à déterminer les sources d'émission, caractériser les substances et évaluer leurs effets sur la santé, ainsi qu'à améliorer les connaissances sur les effets à faible dose et le rôle des inégalités environnementales et sociales. Cet appel à projets est réservé aux établissements de recherches régionaux. Date limite de candidature : 2 mai.

[nordpasdecalsais.fr](http://nordpasdecalsais.fr)

Vie des entreprises - Bourse - Fusion - Acquisition

Les éco-industries sont le moteur de demain 05/04/2013 09:31 (Par Jean-Charles BATENBAUM)

Les éco-industries sont le moteur de demain.

Arnaud MONTEBOURG, ministre du Redressement productif et Delphine BATHO, ministre de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie ont participé au Forum national des éco-entreprises organisé par le PEXE, association de promotion et de développement des éco-entreprises françaises, qui représente 5000 entreprises.

Arnaud MONTEBOURG, ministre du Redressement productif et Delphine BATHO, ministre de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie ont participé au Forum national des éco-entreprises organisé par le PEXE, association de promotion et de développement des éco-entreprises françaises, qui représente 5000 entreprises.

Une participation qui s'inscrit dans le cadre de la promotion des éco-industries, qui constituent un secteur d'avenir qui s'inscrit dans la dynamique créée par la conférence environnementale et par le pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi mis en place par le gouvernement.

Aussi, à l'occasion du Forum, le PEXE a présenté le livre blanc sur des éco-entreprises. Les deux ministres se sont félicités de ce travail et ont encouragé les rédacteurs à relayer leurs propositions au sein du COSEI afin de les inclure dans le contrat de filière des éco-industries, peut on lire dans un communiqué de presse.

Les deux ministres ont marqué leur volonté de construire une politique industrielle au service de la transition écologique à travers le développement d'une offre française d'excellence capable d'affronter la concurrence internationale.

Aujourd'hui, les priorités définies conjointement portent sur le soutien du développement des énergies renouvelables, de l'efficacité énergétique, du génie écologique et de l'économie circulaire. L'objectif est de créer 100 000 emplois en trois ans. Affaire à suivre...

PARIS, 4 avr 2013 (AFP) – Marc Prél

Le ministre du Redressement Productif Arnaud Montebourg a défendu jeudi la constitution en France d'une filière industrielle du stockage de l'électricité, un domaine jugé essentiel pour accompagner l'essor des énergies renouvelables.

"Nous souhaitons constituer une filière industrielle du stockage", a déclaré le ministre devant un parterre de représentants des écoindustries, rassemblés à Bercy.

Il s'agirait "de batteries, mais aussi de toute autre technologie (...) Franchement, je vois défiler dans mon bureau beaucoup d'idées extraordinaires qui sortent de l'esprit des entrepreneurs de France et qui me paraissent dignes d'intérêt", a indiqué M. Montebourg.

Le ministre a défendu une stratégie de soutien aux technologies émergentes par "multifécondation", consistant à ne pas "mettre tous les oeufs dans le même panier".

"Nous favorisons la multifécondation. Pour être sûrs d'avoir un bébé, comme dans la procréation médicalement assistée, c'est ce qu'on fait là, on est obligés de bombarder les ovules pour augmenter les chances de la naissance", a plaisanté le ministre.

"Donc nous y allons très fort, le redressement productif prend tout son sens", a-t-il lancé, en déclenchant les rires.

Le stockage d'électricité à grande échelle est un des points faibles de l'équation énergétique mondiale. A moins d'utiliser de grands barrages hydrauliques et des batteries à la taille encore limitée, l'électricité doit être consommée en même temps qu'elle est produite.

Plusieurs énergies renouvelables comme le photovoltaïque ou l'éolien produisant de façon intermittente, le stockage d'électricité permettrait de ne pas avoir à recourir à d'autres moyens de production quand le vent ne souffle pas ou le soleil ne brille pas.

De nombreuses technologies --encore non compétitives-- émergent depuis quelques années, souvent en consommant l'électricité pour produire un gaz, puis en réutilisant ce gaz pour générer du courant.

# ALPHA MOS : Alpha M.O.S. reçoit le trophée de l'éco-entreprise innovante des mains du Ministre de l'Ecologie, Mme Delphine Batho, pour ses nez électroniques RQ Box

12/04/2013 | 18:45

Regulatory News:



De droite à gauche : Delphine Batho, Ministre de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie, Jean-Christophe Mifsud, Président d'Alpha MOS, Jean-Claude Andréini, Président du PEXE, le journaliste du magazine Environnement et technique, Martine Vullierme, Directrice de la Stratégie, du Marketing et du Développement de VEOLIA Eau. (Photo:Business Wire)

Alpha M.O.S. (Paris:ALM) , leader mondial de la fabrication de nez et langues électroniques à usage industriel, pour la sécurité et la qualité alimentaires et le suivi de la qualité de l'air, a reçu des mains de Mme Delphine Batho, Ministre de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie, le Trophée de l'Innovation pour ses produits RQ Box lors du 4<sup>ème</sup> Forum national des éco-entreprises 2013.

## 4<sup>ème</sup> FORUM DES ECO-ENTREPRISES

Ouvert par M. Arnaud Montebourg, Ministre du redressement productif, et par M. Andreini, président du PEXE, ce forum est organisé par le PEXE, association d'éco-entreprises représentant près de 5.000 entreprises, soit la moitié du secteur en France, dont l'objectif est de créer une filière d'excellence dans le domaine environnemental.

Comme une centaine d'autres sociétés, Alpha MOS a présenté ses dernières innovations industrielles aux nombreux donneurs d'ordre présents : sociétés du domaine environnemental, instances gouvernementales et régionales, municipalités.

## LES INNOVATIONS ALPHA MOS AU SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT

Les nez électroniques RQ BOX permettent de suivre en continu les odeurs et des composés chimiques provenant de sites industriels : centres de stockage et de valorisation des déchets, compostage, stations d'épuration, équarrissage.

Ces instruments associent différentes technologies de capteurs gaz et de l'intelligence artificielle. Associés à un logiciel de dispersion, ils mesurent les odeurs, localisent leur origine et permettent de prévoir en temps réel l'impact des nuisances olfactives aux environs des sites. Quand ils sont directement connectés avec les procédés de traitement des odeurs, ces instruments permettent d'économiser eau, énergie et produits chimiques.

Pour la surveillance de l'air intérieur, RQ Box Energy Saver, optimise le fonctionnement des installations de climatisation/ventilation afin de réduire la facture énergétique et l'empreinte carbone. Ces instruments sont notamment utilisés dans les Data-Centers.

En laboratoire, l'analyseur Héraclès combine l'analyse d'odeur et de gaz en s'appuyant sur la chromatographie gazeuse ultra-rapide.

Alpha MOS a pu aussi brièvement présenter le futur des mesures environnementales localisées pour l'air intérieur et l'air extérieur que sont les nez électroniques miniaturisés.

## **ALPHA M.O.S, ELUE 1<sup>ERE</sup> ENTREPRISE ECO-INNOVANTE 2013 DANS LE DOMAINE DE L'AIR ET DES ODEURS**

Après délibération du jury, Alpha M.O.S. s'est vu remettre le trophée de l'innovation des éco-entreprises pour ses solutions de suivi de qualité de l'air et des odeurs. Ce trophée est sponsorisé par la société VEOLIA Eau, représentée par Mme Vullierme, Directrice de la Stratégie, du Marketing et du Développement.

Mme Batho, Ministre de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie, et M. Andreini, Président du PEXE ont remis ce prix à M. Mifsud, Président d'Alpha M.O.S.

Cette distinction marque la reconnaissance des innovations récentes d'Alpha M.O.S. dans le domaine de l'environnement et de l'efficacité énergétique

M. Jean-Christophe MIFSUD, Président-Directeur Général d'Alpha M.O.S., commente : « *Nous sommes très heureux que nos efforts de Recherche et Développement (près de 20 % de notre Chiffre d'affaires en 2011-2012) et de commercialisation de nos solutions dédiées à l'environnement en France et à l'export soient distingués par le PEXE et par le Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie.*

*Depuis plusieurs années, Alpha MOS poursuit une activité soutenue de développement de nez électroniques équipés de capteurs gaz pour le suivi de la qualité de l'air à la périphérie des usines pour le suivi de leurs émissions.*

*Nous continuons à innover avec le développement de micro-capteurs communicants, fixes ou embarqués, pour le suivi de gaz spécifiques à l'environnement (H2S, COV, NH3, etc.).*

*En miniaturisant nos technologies et en les intégrant à davantage d'applications industrielles ou grand public (électroménager, domotique,...), amenant ainsi ces capacités de mesure au niveau de chacun d'entre nous, notre ambition est de générer, à terme, des revenus importants grâce à la vente de micro-capteurs, de modules spécifiques à chaque application ou d'accords de licence ».*

### **A propos du PEXE :**

Le PEXE (Association des éco-entreprises de France) qui rassemble une quarantaine de réseaux d'éco-entreprises et de 5000 entreprises sur le territoire nationale a pour objectif de créer une filière d'excellence dans le domaine environnementale.

Plus d'informations sur [www.pexe.fr](http://www.pexe.fr)

### **À propos d'Alpha M.O.S.**

Créée en 1993 par Jean-Christophe MIFSUD, Alpha M.O.S., spécialiste de la numérisation de l'odorat, du goût et de la vue, est leader mondial de la fabrication de nez, langue et nez électroniques à usage industriel avec plus de 1.700 instruments vendus dans le monde. La société, cotée sur EuroNext Paris, est implantée au Japon, en Chine et aux Etats-Unis. Son chiffre d'affaires consolidé pour l'année



Midi-Pyrénées

## JDE Edition

### Toulouse. Alpha M.O.S. primée au forum national des éco-entreprises

ajouté le 15 avril 2013 à 15h35

Spécialisée dans la fabrication de **nez et langues électroniques à usage industriel**, pour la sécurité et la qualité alimentaires et le suivi de la qualité de l'air, [Alpha M.O.S.](#) a été primée lors du **4e Forum national des éco-entreprises**. La ministre de l'Ecologie, du développement durable et de l'énergie, Delphine Batho a en effet remis à la société toulousaine le trophée de l'Innovation pour ses produits RQ Box. « La nouvelle formule des RQ Box est disponible depuis un peu plus d'un an mais nous travaillons sur la problématique environnementale depuis huit ans », souligne Jean-Christophe Mifsud, le P-dg et fondateur d'Alpha M.O.S. « *Connectés à internet, les produits RQ Box Anywhere permettent de surveiller à distance les nuisances olfactives sur différents types de sites : des stations d'épuration, des centres de compostage ou encore des sites industriels importants. Par exemple en Chine, nos produits permettent de surveiller une zone industrielle de 26 km<sup>2</sup> au sud de Shanghai.* »



L'entreprise de 75 salariés cotée sur **EuroNext Paris** est en effet implantée en **Chine, au Japon et aux Etats-Unis**. Pour 2011-2012, elle a atteint un chiffre d'affaire consolidé de 8,6 millions d'euros, dont 90 % réalisés à l'export (l'Asie représentant 55 % du CA). Consacrant aujourd'hui près de **20 % de son chiffre d'affaires à la R & D**, Alpha M.O.S. travaille notamment sur la miniaturisation des capteurs pour les intégrer à des applications industrielles ou grand public (comme l'électroménager). « Nous travaillons sous forme de partenariats avec des grands acteurs de l'environnement », ajoute Jean-Christophe Mifsud.



# APILAB

## *Eco-entreprise innovante 2013*

**La société APILAB, spécialiste de la biosurveillance de l'environnement par l'abeille, a été désignée comme lauréate dans la catégorie « génie écologique » au forum national des éco-entreprises.**

La 4ème édition du Forum national des éco-entreprises s'est tenue au Centre Pierre Mendès-France du Ministère des Finances à Bercy, le jeudi 4 avril 2013, en présence de Madame la Ministre Delphine Batho.

Evènement co-organisé chaque année par le PEXE, association des éco-entreprises de France, et l'ADEME, agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, il a réunit en 2013 plus de 500 entreprises participantes. Durant cette journée, les échanges, conférences et rendez-vous B to B ont rythmé la manifestation.

Suite à une table ronde animée par Patricia LAURENT de Green Univers, sur la thématique « Faire de la France le leader de la filière verte dans le monde », quatre trophées ont été décernés selon les thématiques des vitrines de l'innovation : l'eau, les énergies renouvelables, les déchets et l'efficacité énergétique. APILAB a reçu le trophée de l'éco-entreprise innovante dans la division « génie écologique », pour sa créativité et ses efforts en recherche et développement. Madame la ministre de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie Delphine BATHO a remis en mains propres la récompense à Benjamin POIROT, directeur d'APILAB.

En 2012, APILAB a été lauréate du concours éco-innovation au salon Environord de Lille, et Myriam LAURIE, cofondatrice de la structure, s'est vue remettre le trophée « Caisse des Dépôts de l'Entrepreneuriat Féminin » lors du salon de la croissance verte et des éco-industries à La Rochelle.

*Créée fin 2010, APILAB est un bureau d'étude, spécialiste de la biosurveillance de l'environnement par l'abeille. En effet, l'abeille, dont la sensibilité aux polluants n'est plus à démontrer, permet de surveiller la qualité environnementale (l'eau, l'air, le sol, etc.).*

*La biosurveillance permet donc l'évaluation toxicologique de milieux plus ou moins pollués grâce à l'observation, à l'analyse comportementale et à des prélèvements d'abeilles.*

*Deux méthodes innovantes sont aujourd'hui utilisées par APILAB : **Apidiag** (réalisation de prélèvements et d'analyses des abeilles, dans le but de détecter la présence de polluants comme les métaux lourds, PCB, HAP, pesticides, etc.) et **Apialerte** (comptage des abeilles par vidéo à distance et en temps réel, afin d'évaluer l'activité quotidienne d'une colonie, et générant des alertes en cas de mortalité soudaine ou de comportement anormal).*



**APILAB**

Pôle Technologique  
40 rue Chef de Baie  
17000 LA ROCHELLE  
[www.apilab.fr](http://www.apilab.fr)

Communication  
[capucine.meneau@apilab.fr](mailto:capucine.meneau@apilab.fr)  
05 46 34 10 71



**Michel Laffitte CDC Climat**

10 avril 2013

## **Le financement des éco-entreprises de services : entre simple tech et high tech**

Devant près de 450 chefs d'entreprises, investisseurs et financeurs, réunis par PEXE au forum national des éco-entreprises le 4 avril dernier, Michel Laffitte, directeur des participations et du conseil à CDC Climat, a insisté sur l'intérêt des innovations « simple tech » dans les éco-entreprises de services, aux côtés des « high tech » auxquelles on pense en général.

### **De quelles technologies l'économie française a-t-elle besoin pour réussir sa transition énergétique et environnementale ?**

De nombreux travaux économiques montrent que si les cleantech innovantes méritent d'être soutenues, l'usage de technologies déjà éprouvées sera immédiatement rentable, tant au regard de l'impact climatique que pour les équilibres économiques tels que la balance commerciale ou la création d'emplois non délocalisables.

Mais pour se déployer, ces « simple tech » ont besoin de facilitateurs et diffuseurs qui permettront de nouvelles pratiques professionnelles ou de nouveaux comportements comme par exemple la conception ou la rénovation d'immeubles écologiques, la baisse des consommations d'énergie, la valorisation des éco-gestes, l'éco-mobilité...

S'appuyant sur les nouvelles technologies de l'information, « l'IT for green », des start ups innovantes d'éco-services se multiplient pour répondre à ce besoin. **CDC Climat**, expert de ces entreprises d'éco-services, un champ de près de 500 start-ups, est aujourd'hui l'investisseur du groupe Caisse des Dépôts au service de leurs projets de financement.

Voir la présentation de Michel Laffitte ci dessous



## Lire, écouter, voir

- pdf – 182 ko [Présentation Michel Laffitte CDC Climat. Le financement des éco-entreprises entre simple et high tech. 4.4.2013](#)



## COMMUNIQUE DE PRESSE

11 avril 2013

### **Le Forum national des éco-entreprises, réussite pour Trimatec et ses adhérents**

**Le pôle de compétitivité Trimatec, membre du Pexe l'association des éco-entreprises de France, a participé à l'organisation du Forum national des éco-entreprises le 4 avril dernier au Ministère de l'Economie à Bercy. Avec plus de 420 participants, la 4<sup>ème</sup> édition du Forum a été un succès et a permis de mettre en avant des entreprises adhérentes à Trimatec.**

Le Forum national des éco-entreprises réunit les principaux acteurs et décideurs de la filière. Cette année, le Forum a été ouvert par Arnaud Montebourg, Ministre du redressement productif et clôturé par Delphine Batho, Ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie. Au programme, plus de 1000 rendez-vous entre les participants, des conférences plénières notamment sur l'international ou la BPI et 8 vitrines de l'Innovation permettant aux entreprises de présenter leurs technologies à des donneurs d'ordre de grands groupes.

6 entreprises adhérentes du pôle de compétitivité Trimatec se sont présentées lors de ces vitrines de l'Innovation : BoostHEAT, Ennesys, Envolution, Firmus, Helio Pur Technologies et TIA.

Trimatec a co-animé la vitrine consacrée à l'efficacité énergétique dans l'industrie.

4 trophées de l'éco-innovation ont été remis aux PME des vitrines qui ont été jugées par les donneurs d'ordre (grands groupes ou collectivités). La société Ennesys, membre de Trimatec, s'est vu remettre le trophée relatif au recyclage des matières par la Ministre Delphine Batho. L'entreprise est concepteur d'un système de production d'énergie par dépollution des eaux usées.

Le Forum a montré le dynamisme de la filière des éco-entreprises, opportunité d'investissements pour stimuler le tissu économique, créer de la croissance et des emplois.

Le Livre Blanc des Eco-Entreprises, rédigé par le Pexe avec l'apport de tous ses membres, a été remis aux deux ministres présents et aux participants à la journée. Le document fait un état de la filière et donne une dizaine de propositions émanant des entreprises pour améliorer la compétitivité et la croissance des éco-PME.

En s'impliquant dans l'organisation du Forum, le pôle de compétitivité Trimatec a marqué sa volonté d'agir pour la structuration de la filière des éco-entreprises et la promotion des entreprises qui en font partie. Trimatec souhaite particulièrement adresser ses félicitations aux responsables d'Ennesys, entreprise membre du pôle et lauréate d'un trophée de l'éco-innovation.

---

*Le pôle de compétitivité Trimatec accompagne le développement de projets innovants sur les écotecnologies, dans 4 domaines thématiques : la production et la valorisation de la biomasse algale, les applications des fluides supercritiques, l'utilisation des technologies séparatives et membranaires, la maîtrise des environnements confinés.*

*Trimatec fédère un réseau de 249 membres et partenaires en Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Rhône-Alpes. Fin 2012, le pôle avait labellisé 186 projets totalisant environ 841 millions d'euros.*

[www.pole-trimatec.fr](http://www.pole-trimatec.fr)

### **CONTACT PRESSE**

Trimatec : Karine Medeleff Tél : 04 66 89 36 16 – [karine.medeleff@pole-trimatec.fr](mailto:karine.medeleff@pole-trimatec.fr) - [www.pole-trimatec.fr](http://www.pole-trimatec.fr)

Suivre l'Obs Boutique Acheter le magazine Espace abonné Rechercher

Le nouvel Observateur Economie

Mise à jour 11h41

Politique Société Monde Éco Culture HighTech Sport Education Services

TEMPS FORTS La crise de l'euro La crise sociale Emploi et formation Immobilier Norvège

BOSTON L'échec flagrant de la traque sur le web

MALTRAITANCE Enfants enfermés : qui savait quoi ?

PROCES PIP Comment la supercherie a été révélée

ACCUEIL &gt; ECONOMIE &gt; "L'EMPLOI CROÎT DE 3% À 5% PAR AN DANS L'ÉCO-INDUSTRIE"

## "L'emploi croît de 3% à 5% par an dans l'éco-industrie"

Créé le 03-04-2013 à 17h49 - Mis à jour le 04-04-2013 à 13h49



Par Donald Hebert

L'association des éco-entreprises publie ce jeudi un livre blanc à l'intention du gouvernement. Interview de son président.

Mots-clés : Vinci, PEXE

Recommander 8 0 PARTAGER RÉAGIR 1 Abonnez-vous au Nouvel Observateur



Jean-Claude Andréini est président du Pexe. (DR)

Où en est le développement de l'industrie écologique française ? La filière s'organise autour du Pexe, qui publie jeudi 4 avril un livre blanc adressé au gouvernement. Interview de Jean-Claude Andréini, son président.

### Qui a rédigé ce livre "blanc" ?

- Il a été rédigé par le Pexe, qui représente 5.000 éco-entreprises, la moitié de celles que compte la France. Nous réunissons les grandes entreprises comme Veolia, Suez, Bouygues ou Vinci mais aussi de nombreuses PME, des réseaux territoriaux, des chambres de commerce, ou des pôles de compétitivité dédiés à l'environnement. En tout, nous représentons 80% des emplois de la filière. Notre périmètre est bien défini. Nous ne nous occupons pas du verdissement de l'économie. Nos entreprises offrent des solutions pour anticiper ou réparer la dégradation de l'environnement. Il s'agit de secteurs comme l'eau, l'énergie, les déchets, le bâtiment (à faible impact environnemental), les énergies renouvelables, etc.

### Pourquoi cette publication ?

- Nous nous adressons au ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg, pour faire valoir que cette filière industrielle existe et se structure. Nous nous adressons à Delphine Batho, la ministre de l'Ecologie, car nos entreprises sont l'outil de sa politique. Nous nous adressons aussi au public. Nous constatons qu'il y a un problème d'adéquation entre la formation et les besoins des entreprises. Les

SUIVRE LE NOUVEL OBSERVATEUR

Votre email pour recevoir la newsletter  OK

DERNIÈRE MINUTE + LUS + PARTAGÉS

Nigeria: le président Jonathan ordonne une enquête après un bain de sang

Les opposants au mariage gay restent mobilisés

Hôtellerie: conseil à haut risque pour le PDG d'Accor Denis Hennequin

Au Sénégal, un "cirque social" aide des enfants à quitter la rue

Ligue des champions: le Bayern veut se payer le Barça

&gt; Toutes les dépêches

### ANNONCES AUTOMOBILE



**LAMBORGHINI GALLARDO** - 228000 €



**BMW SERIE 5** - 37900 €

avec **LeCentrale.fr**

### LES DIAPOS LES PLUS VUS

EN IMAGES. Les pays qui ont dit "oui" au mariage homo



EN IMAGES. L'artiste JR expose sur les murs de Berlin

métiers sont en évolution rapide, et il est difficile de suivre au niveau de l'enseignement, à tous les niveaux.

### Quels sont les problèmes que rencontre la filière ?

- Nous sommes performants : l'emploi croît de 3% à 5% par an depuis dix ans. Mais nous pourrions avancer plus vite, si nous n'étions pas confrontés aux mêmes problèmes que les autres filières industrielles en France : l'émiettement des petites entreprises, de gros écarts entre PME et grands groupes, un investissement faible, une trésorerie difficile. Après, certains de nos secteurs souffrent de difficultés spécifiques. C'est notamment le cas des énergies renouvelables, qui subissent les conséquences d'une politique erratique passée.

### Qu'attendez-vous du gouvernement ?

- Sur la Banque publique d'investissements, nous attendons de voir comment vont se traduire concrètement les engagements nous concernant. Comment vont être améliorés les paiements des grands groupes aux PME, des administrations aux PME ? Quelle suite va prendre le financement public de l'innovation dans notre secteur. Il y a aujourd'hui 600 millions d'euros qui sont versés chaque année. Ce chiffre stagne. Nous veillons à ce qu'il soit toujours mieux utilisé. Aujourd'hui nous avons besoin d'une politique nationale décentralisée. Et nous disons aux pouvoirs publics que nous sommes le maillon territorial qui permet un développement au niveau local.

Recommander 8 0 PARTAGER RÉAGIR 1 Abonnez-vous au **Nouvel Observateur**



#### Rencontres 55 ans et plus

Grâce au test de personnalité PARSHIP, découvrez enfin qui est vraiment fait pour vous.



#### 4,05% nets + 100€

Découvrez l'assurance-vie Fortuneo : placement performant, frais réduits !



#### Nouveau Départ en Nièvre

Vous voulez changer de vie ? Vous avez un projet ? Découvrez nos Opportunités en Nièvre

Publicité Ligatus

### A NE PAS MANQUER

Sarkozy chez Drucker : en parlant de Belmondo, l'ancien président s'est trahi *(Le Plus)*

Rixe de l'A13 : 14 à 30 ans de prison requis *(Le Nouvel Observateur)*

Sexe : donc la taille du pénis compte pour les femmes... et pour vous ? *(Le Plus)*

Il prend l'avion enfermé dans un sac plastique *(Le Nouvel Observateur)*

Oscar Pistorius surpris en train de faire la fête *(Obsession)*

### ECONOMIE

Air France : le CCE en cessation de paiement

Les investisseurs chinois rachètent-ils la Grèce ?

Les Français se préparent à réduire (encore) leurs dépenses

L'économie allemande respire, les chômeurs étouffent

### VOTRE RÉACTION (1)



Phil Ren a posté le 4-04-2013 à 14:00

Vous savez créer une poignée d'emplois chaque fois qu'une avancée technologique détruit des centaines de milliers n'a aucun sens ! C'est une diminution du temps de travail hebdomadaire qu'il faut faire à chaque révolution technologique, bien entendu !! Foin de l'hypocrisie du 1% de la population qui confisque TOUT gain de production depuis 30 ans !!

[Je réponds](#) [J'alerte](#)

[Pour réagir, je me connecte](#)

[Je m'inscris](#)



### 24 heures en images



### SHOPPING

**-35%**

**25,97 €** voir Allomode

**150 €** voir Hugo Boss FR

**Abris de jardin** plus de rangement [Découvrir](#)

**abcourtage**  
Financement Immobilier

**Simulation en ligne**  
en moins de 2 minutes

### TOP DES RECHERCHES À 11H

- morale laïque
- psg nice
- iron man
- mariage manif
- top 14

proposé par le moteur

### EMPLOI

Les dernières offres

- 22/4 - **Responsable de Magasin H/F** (Fos-sur-Mer - 13)
- 22/4 - **Ingénieur Commercial H/F** (Toulouse - 31)
- 22/4 - **Consultant en Maîtrise d'Ouvrage H/F** (Brest - 29)



VERBES THÉMATIQUES

être pouvoir **faire** voir **prendre** suivre valoir traduire avancer **réparer** **anticiper**

22/4 - **Expert Nagios H/F** (Rennes - 35)

22/4 - **Conseiller Clientèle H/F** (Finistère - 29)



VIDÉOS MONDE



VIDÉO

Tripoli : scène de chaos devant l'ambassade de France

LES AUTRES VIDÉOS



VIDÉO



VIDÉO

ECONOMIE



**Air France : le CCE en cessation de paiement**



**Les investisseurs chinois rachètent-ils la Grèce ?**



**Les Français se préparent à réduire (encore) leurs dépenses**



**L'économie allemande respire, les chômeurs étouffent**



**Un rebond timide pour l'économie allemande**

> Toute l'actualité de la rubrique économie

Audience certifiée par l'OJD

Espace abonnés | S'abonner | Mobile | Newsletters | Plan du site | Sommaire | Publicité | Publicité TeleObs et Sciences et Avenir | RSS  
Contacts | Mentions légales | Données personnelles | Copyright | Index

© Le Nouvel Observateur - Tous droits réservés. nouvelobs.com est une marque exclusive du Nouvel Observateur

Un site du groupe [Nouvel Observateur](#) L'actualité politique, économique, sociale du jour en France et à l'international est sur le Nouvel Observateur

# Eco-industries : secteur d'avenir

Le 05/04/2013 à 07h57



[Crédit photo © Reuters](#)

(Boursier.com) -- "Les éco-industries constituent un secteur d'avenir qui s'inscrit dans la dynamique créée par la conférence environnementale et par le pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi mis en place par le gouvernement. Ce secteur a vocation à constituer le "moteur" de la croissance verte et de la transition énergétique". C'est dans ce contexte qu'Arnaud Montebourg et Delphine Batho ont participé jeudi au Forum national des éco-entreprises organisé par le PEXE, association de promotion et de développement des éco-entreprises françaises, qui représente 5.000 entreprises.

A l'occasion du Forum, le PEXE a présenté le livre blanc sur des éco-entreprises. Les deux ministres se sont félicités de ce travail et ont encouragé les rédacteurs à relayer leurs propositions au sein du COSEI afin de les inclure dans le contrat de filière des éco-industries.

Par ailleurs, le même jour, les deux ministres participaient au colloque international sur la croissance verte organisé par l'ONUDI, l'agence française de développement avec le soutien du programme des Nations Unies pour l'environnement. Delphine Batho a participé à la table ronde relative à "l'économie verte" et Arnaud Montebourg à celle sur "l'industrie verte".

A ces occasions, les deux ministres ont marqué leur volonté de construire une politique industrielle au service de la transition écologique à travers le développement d'une offre française d'excellence capable d'affronter la concurrence internationale. La déclinaison des objectifs de transition écologique doit en effet permettre de développer la compétitivité de nos entreprises et l'attractivité de la France.

Les priorités définies conjointement portent sur le soutien du développement des énergies renouvelables, de l'efficacité énergétique, du génie écologique et de l'économie circulaire. L'objectif est de créer 100.000 emplois en trois ans : "À l'heure où la France et l'Europe cherchent à se "réindustrialiser", l'industrie verte constitue une opportunité. La transition écologique passe en effet par le développement et la diffusion de technologies "vertes" qui peuvent contribuer à donner à la France un avantage remarquable dans la compétition internationale".



L'actualité professionnelle du secteur de l'environnement

## Emploi / formation sur le secteur du recyclage : les entreprises s'organisent

Des agents de tri aux mains gantées aux centres de tris automatisés, le recyclage emprunte la voie de l'industrialisation. Les métiers changent alors que le recrutement s'adapte et que le besoin de formation se formalise. Focus.



© VitamineT, Fotolia

Dans une récente étude publiée par Pôle Emploi, les métiers du recyclage ne figurent pas parmi les principaux secteurs qui recrutent. *"Il n'y a pas pléthore d'offres dans le domaine, mais le recrutement s'organise"*, précise Hervé Balen de la section Nord Pas-de-Calais de Pôle Emploi à l'occasion d'une conférence Emploi-Formation organisée par la Fédération des Entreprises du Recyclage (Federec) lors du forum Nouvelles Matières Premières qui s'est tenu à Lille fin mars dernier. Avec 202 entreprises et quelque 3.000 salariés, dont 70 % sont des ouvriers et 9 % des cadres, le Nord-Pas-de-Calais est la troisième région de France pour le recyclage.

Pôle Emploi y observe une augmentation de 17% de l'effectif salarié dans le secteur ces dix dernières années, sans diplôme (21%), niveau CAP et BEP (32%) et des cadres (9%). Pour démystifier les métiers du recyclage au niveau national, redorer leur image et encourager leur attractivité, l'ex-Agence Nationale pour l'Emploi s'est outillée (vidéos, livrets, fiches métiers, etc...) et a développé des kits sectoriels pour aider les entreprises et les demandeurs d'emploi à mieux cerner le secteur.

### Un secteur en perpétuelle mutation...

Depuis la mise en place de la première responsabilité du producteur (REP) appliquée aux emballages jusqu'à la dernière en ce début de mars 2013 appliquée aux meubles et matelas, le secteur du recyclage s'est mécanisé, automatisé (tri des matériaux par reconnaissance optique ou infrarouge). *"Il y a encore 15 ans, on collectait les déchets pour les mettre en décharge, se souvient Anne Rataysyk du Pôle Entreprises, Emploi, Economie (3E) de la Direccte Nord Pas-de-Calais. Aujourd'hui, après collecte on déconstruit, on sélectionne, on valorise, et puis on travaille sur des matières premières secondaires, toutes ces matières dont on a besoin pour les industries de pointe. On a de véritables mines urbaines !"* L'étude prospective à l'horizon 2020 de l'emploi-compétences dans le secteur du recyclage réalisée par Federec et la Direction générale de l'emploi et de la formation (DGEFP) du ministère en charge de l'Emploi, n'a pas vieilli. Trois ans après, elle reste d'actualité : le secteur du recyclage est à fort potentiel d'emplois, avec des facteurs structurants tels que la protection de l'environnement, le prix d'achat des matières premières recyclées en hausse, le renforcement de la réglementation européenne donnant priorité à la prévention et à la valorisation des déchets, etc.

### ... à fort potentiel de croissance

Classée par la Commission européenne au 10ème rang en matière de gestion des déchets, la France a un fort



potentiel de croissance d'activité dans le secteur. *"Pour les pouvoirs publics, le recyclage est devenu plus qu'un mode d'élimination des déchets, il consiste à mettre en valeur des ressources dont la durabilité est désormais prise en compte"*, souligne l'Association des éco-entreprises de France (Pexe) dans son récent Livre Blanc. Celle-ci décrit un secteur qui se concentre : 47,5 % d'entreprises en moins sur 1999-2011 ; 40 % d'entreprises ayant plus de 20 salariés (7,5 % en 1999) et 68 % d'entre elles appartenant à un grand groupe (chiffres 2011). Les entreprises du recyclage se diversifient, avec aujourd'hui en moyenne 4,4 activités par entreprise (contre 52 % en mono-activité en 1999), selon la Federec. Fin 2012, la fédération dénombre 1950 entreprises employant 33.000 salariés (78% employés/ouvriers, 11% agents de maîtrise, 11% cadres), dans les branches aciers et métaux non ferreux (20%), papiers et cartons (14%), bois et palettes (8%), plastiques (7%), etc. Depuis 1999, les effectifs ont progressé de 20 %, le CA de 8 %, le tonnage recyclé de 5 %, indique Anne Rataysyk. Le pôle de compétitivité Team<sup>2</sup> a labellisé 16 dossiers, notamment sur les terres rares, pour aller plus loin sur la valorisation des matières. *"Les gisements de matières sont des gisements d'emplois !"*, s'exclame-t-elle.

## Quels emplois ? Quelles qualifications ?

Mais nombre de métiers de recyclage sont durs et séduisent peu. *"Nous faisons un travail de "mine de surface" entre les déchets entrants et les matières sortantes, dans une économie mondialisée, sur un marché mondial concurrentiel*, estime Sophie Moreau Follenfant, DRH chez Derichebourg. Ce groupe recrute ses collaborateurs sur des critères d'appétence au travail : en conditions extérieures (dans le froid l'hiver, le chaud et la poussière l'été) ; reposant sur une forte solidarité d'équipe ; de relation étroite avec ceux qui amènent la matière. A l'image de la dureté de ces métiers, ce sont les formations d'alphabétisation qui sont les plus dispensées dans le groupe. Pour autant le besoin de qualification des emplois est entier.

*"On n'apprend pas à l'école la caractérisation matière du déchet, il y a une logique de compagnonnage dans tout cela"*, estime-t-elle. En l'absence de formations diplômantes dispensées dans les écoles, avoir une formation qualifiante ou certifiante reconnue par la branche est un critère d'embauche chez Derichebourg qui compte 44.000 salariés à travers le monde. Même chose s'agissant d'une formation certifiante de conducteur de matériels de manutention ou d'Aptitude à la Conduite en Sécurité (CACES).

Chez Vitamine T, un groupe du Nord-Pas-de-Calais spécialisé dans l'insertion par l'activité économique qui compte aujourd'hui 170 salariés à temps plein dans son entreprise Envie 2e nord, le président se dit fier d'embaucher des ouvriers qui démarrent au Smic. Mais il compte aussi parmi ses employés des logisticiens, des valoristes ou encore des responsables HSE (Hygiène, Sécurité et Environnement). *"Dans un réfrigérateur, hors compresseur, 98 % est recyclable : métaux ferreux, métaux non ferrés, plastiques..."*, explique André Dupon, Président de Vitamine T. *"Dans un écran plat, il y a du cuivre, des cartes électroniques contenant de l'or, du diamant, du silicium, de l'indium... mais aussi près de 180 vis pour en récupérer les modules, ce qui implique une grosse gestion des pièces détachées !"*. Pour isoler toutes ces matières à forte valeur ajoutée et aux coûts élevés, il faut réussir à extraire les composants électroniques sans les abîmer, sachant que pour un même modèle, l'organisation intérieure du produit change. *"Nous avons aussi développé de réelles compétences pour démanteler des équipements contenant très souvent des produits dangereux à l'image du mercure présent dans les dalles des écrans de télévision"*. Preuve que les emplois du recyclage ne se limitent pas aux emplois ouvriers, l'entreprise investit dans un programme de R&D soutenu par Eco-systèmes pour étendre sa chaîne de valeurs aux dalles des écrans plats qui, aujourd'hui, n'ont pas ou si peu de solutions de démantèlement en Europe. A raison de 130 millions d'écrans plats vendus l'an dernier en Europe, à l'obsolescence programmée en 7 ans, le potentiel d'emplois localisables est grand !

## Développer les compétences pour accompagner les évolutions technologiques

Tandis qu'il convient d'accompagner le secteur du recyclage, l'accord cadre national d'actions pour le développement de l'emploi et des compétences (ADEC) dans le secteur du recyclage arrivera à échéance à la fin de l'année, après avoir été initié le 1er janvier 2011 entre l'Etat et l'Ademe d'une part et d'autre part Federec, la CPNEFP des industries et du commerce de la récupération, les organisations de salariés et le FORCO. Il repose sur l'octroi de ressources en soutien d'un plan d'actions en trois axes : en faveur des entreprises, via l'accompagnement des dirigeants d'entreprises reposant sur un modèle familial vers une "vraie" gestion des ressources humaines dans un contexte plus industriel qu'artisanal ; en faveur des salariés, via la sécurisation du parcours professionnel des salariés, qu'ils soient ou non dans une démarche d'insertion ; en faveur de l'amélioration de l'image de la branche et de ses performances en matière de valorisation et de recyclage. Federec souhaite voir s'accroître les formations qualifiantes non seulement de niveau supérieur comme la licence professionnelle Sciences, technologies, santé et protection de l'environnement, spécialité gestionnaire des déchets de l'Université d'Artois, mais surtout le nombre de Centres de formation d'apprentis (CFA) préparant au CAP d'opérateur des industries du recyclage (CAP OIR).

Camille Saïssset

© **Tous droits réservés Actu-Environnement**

Reproduction interdite sauf accord de l'Éditeur ou établissement d'un lien préformaté [18305] / utilisation du flux d'actualité.

---

Actu-Environnement

© 2003 - 2013 COGITERRA - ISSN N°2107-6677

Actu-Environnement adhère au Centre Français d'exploitation du droit de Copie (CFC).